



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau de la coordination interministérielle
et de l'environnement**

Arrêté n°1122-25-20-013

**prescrivant une amende administrative et de mise en demeure
Société VISSERIAS ASSAINISSEMENT
Commune de Ecouché les Vallées (61)**

Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171.6, L. 171-7, L. 171-8, et L.514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121-1, L.211-2 et L.231-1 à L.231-6 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement,

Vu le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 et le récépissé de changement d'exploitant du 19 décembre 2006 autorisant la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT à exploiter un établissement de transit et regroupement de déchets situé à Fontenai sur Orne, commune rattachée à Ecouché les Vallées (SIRET 47998140900028) ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 25 avril 2018, 19 mai 2021 et 25 avril 2023 modifiant cet arrêté du 14 août 2000 ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence du 14 mars 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection en date du 29 janvier 2025 et le projet d'arrêté d'amende administrative transmis par courrier signé le 31 janvier 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant concernant le projet d'arrêté d'amende administrative ;

Considérant que l'article 15 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 mars 2024 prescrit la transmission des bilans d'épandage, requis en application de l'article 5.1.8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 août 2000 complété le 25 avril 2018, de 2020 à 2023 ;

Considérant que lors de l'inspection du 28 novembre 2024, il a été constaté :

- l'absence de transmission des bilans de 2020 et 2021, l'exploitant ayant expliqué ne pas être en capacité de transmettre les bilans antérieurs à 2022 ;

- le contenu du bilan d'épandage pour l'année 2022, transmis par courriel du 4 octobre 2024, ne répond pas aux exigences requises à l'article 5.1.8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 août 2000 complété précité. En effet, sont uniquement fournis la liste des parcelles qui ont fait l'objet d'un épandage, la date d'épandage, le volume de boues épandues et les cahiers de fertilisation associés ;

Considérant que ces constats constituent un non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 mars 2024 susvisé ;

Considérant que les non-conformités constatées mettent en évidence l'absence de suivi des épandages effectués de 2020 à 2022, et sont de nature à générer un risque de pollution des sols et des eaux souterraines ;

Considérant que la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT n'a pas pris toutes les dispositions pour éviter que le fonctionnement de ses installations soit à l'origine de dangers ou inconvénients pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que dès lors, il y a lieu de rendre redevable la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT du paiement d'une amende conformément aux dispositions de l'article L. 5171-8 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, lorsque à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, le préfet peut ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

ARRÊTE

Article 1 : Amende administrative

La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, exploitant les installations sises La Couture Martin - Fontenai sur Orne à Ecouché les Vallées (61200), et dont le siège social est situé rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 Laval, est redevable pour l'établissement qu'elle exploite à cette même adresse (SIRET 47998140900028) d'une amende administrative de 3 000 €, en raison du non-respect des dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 mars 2024 susvisé.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 3 000 € est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur régional des finances publiques de Normandie.

Article 2 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Caen en application des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de la justice administrative. Le délai de recours est de deux mois pour les responsables du site. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Il peut être fait appel à cet effet au site internet : <https://www.telerecours.fr/>.

Article 3 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, à l'adresse du siège social : Rue Jean-Baptiste Lafosse, 53000 Laval, ainsi qu'à l'adresse du siège social de la société AEOS : ZA Le Logis - BP2 - 50320 La Haye Pesnel.

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune d'Écouché les Vallées pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

Article 4 : Exécution et ampliation

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Orne, le maire de la commune d'Écouché les Vallées, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 06 MARS 2025

Pour le préfet,
le sous-préfet,
secrétaire général



Yohan BLONDEL

